



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR

La Suisse –
un site d'implantation d'avenir
pour les entreprises







Table des matières

Introduction	4
Les atouts de la Suisse	6
Marché du travail flexible	8
Libre circulation des personnes	11
Véritable partenariat social	12
Main-d'œuvre d'excellente qualité	14
Système de formation de premier ordre	17
Environnement propice à l'innovation	18
Accès aux marchés internationaux	23
Promotion des exportations : Switzerland Global Enterprise et ASRE	26
Législation favorable à l'économie	28
Politique PME : allègements administratifs	30
Marché des capitaux efficient	32
Cautionnement des arts et métiers	35
Fiscalité modérée	36
Infrastructures bien développées	38
Etat de droit exemplaire	40
Conclusion	42



Introduction

La Suisse est un site d'implantation d'avenir pour les entreprises. Elle a des avantages de premier ordre à faire valoir : stabilité politique, main-d'œuvre bien formée, collaboration étroite entre les hautes écoles et les entreprises, excellence de l'infrastructure et charge fiscale modérée sont des atouts parmi d'autres qui lui permettent de se démarquer des autres places économiques. Grâce à ces avantages, la Suisse offre aux entreprises de toutes les branches des conditions propices à une activité florissante et à leur développement.

Bien entendu, en raison de l'instabilité de la situation économique mondiale et du franc fort, les défis à relever restent considérables. Les PME suisses présentes sur les marchés étrangers en ressentent durement l'impact, car la concurrence étrangère peut proposer ses prestations et ses services à des conditions plus avantageuses, exerçant ainsi une pression sur les marges de nos entreprises. A cela s'ajoutent d'autres facteurs générateurs de coûts, en partie endogènes, comme la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, due au vieillissement démographique, des prix élevés de l'immobilier, dus à la rareté des terrains, et des prix à la consommation élevés en raison de la faible concurrence sur le marché intérieur.

Aujourd'hui, les entreprises sont de plus en plus nombreuses à envisager la délocalisation d'une partie de leur production. Elles ne doivent toutefois pas négliger les désavantages d'une telle solution. Le niveau de qualité suisse ne peut pas toujours être maintenu et le label « swiss made » s'en trouve menacé. La souplesse et l'aptitude à livrer peuvent également en pâtir.



En outre, la délocalisation requiert du temps et de l'argent, surtout au niveau des cadres. Ces inconvénients sont souvent sous-estimés. Enfin, les finances publiques de nombreux pays cibles sont sous pression ; des augmentations d'impôts et d'autres facteurs pourraient bientôt réduire l'attrait supposé de ces sites.

Dans le cadre de sa politique de croissance, le Conseil fédéral s'engage sans relâche pour offrir aux entreprises les meilleures conditions d'implantation possibles. Cette politique menée sur le long terme a permis le développement en Suisse de branches industrielles et de services compétitives sur les marchés internationaux. Je mettrai tout en œuvre pour que les entreprises suisses puissent maintenir le cap du succès sur les marchés mondiaux et assurer ainsi des emplois dans notre pays.

La présente brochure met en lumière les principaux atouts de la place économique suisse. Parallèlement, elle entend encourager nos entreprises à affronter les défis en se fondant sur les vertus et les forces qui ont fait de la Suisse ce qu'elle est.

Johann N. Schneider-Ammann
Conseiller fédéral
Chef du Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR

Les atouts de la Suisse

La Suisse est une place économique attrayante pour les entreprises grâce aux nombreux atouts dont elle dispose :

- ▶ marché du travail flexible
- ▶ libre circulation des personnes
- ▶ véritable partenariat social
- ▶ main-d'œuvre d'excellente qualité
- ▶ système de formation de premier ordre
- ▶ environnement propice à l'innovation
- ▶ accès aux marchés internationaux
- ▶ législation favorable à l'économie
- ▶ marché des capitaux efficient
- ▶ fiscalité modérée
- ▶ infrastructures bien développées
- ▶ Etat de droit exemplaire







Marché du travail flexible

En comparaison internationale, le marché du travail suisse est très favorable aux entreprises. Le droit du contrat de travail est très libéral : loin de régler tous les détails au niveau national, il prend en considération les particularités régionales ou celles des branches. Les entreprises et les branches disposent donc d'une importante marge de manœuvre pour la définition de leurs réglementations et de leurs conditions de travail. Quant aux partenaires sociaux, ils recherchent des solutions consensuelles.

Les coûts du personnel en Suisse sont certes élevés, mais ils reflètent la grande productivité du travail. Si l'on compare les coûts totaux du travail, charges sociales comprises, avec ceux d'autres pays d'Europe de l'Ouest, les coûts en Suisse sont parmi les plus élevés, mais ils n'occupent pas la première place. L'augmentation des coûts salariaux rapportée à la productivité a été modérée ces dernières années. Toutefois, exprimés en euros, ils ont connu une forte hausse depuis 2009 du fait de l'appréciation du franc.

Coûts du travail dans l'industrie: rémunération directe et coûts salariaux accessoires

Coûts du travail en euros/heure

Norvège	57,85								
Suisse	46,55								
Suède	43,99								
Belgique	41,91								
Danemark	38,13								
Allemagne	36,98								
France	36,77								
Finlande	33,82								
Pays-Bas	33,69								
Autriche	33,05								
Japon	29,56								
Italie	27,48								
Etats-Unis	25,87								
Grande-Bretagne	25,14								

Source: Institut der deutschen Wirtschaft, Cologne, 2012





Libre circulation des personnes

La Suisse est un pays où la qualité de vie est très élevée. La beauté du milieu naturel et l'attractivité des villes, conjuguées à un haut niveau de sécurité et de confort, permettent de concilier idéalement vie professionnelle et vie privée. Ces qualités, associées à la libre circulation des personnes négociée avec l'UE dans le cadre des accords bilatéraux, facilitent le recrutement dans toute l'Europe de main-d'œuvre compétente et motivée. En outre, les contingents annuels supplémentaires de travailleurs hautement qualifiés permettent aux entreprises suisses d'engager des spécialistes en provenance de pays tiers (p.ex. des Etats-Unis ou d'Inde).

Ce grand vivier de main-d'œuvre augmente sensiblement les chances de trouver des collaborateurs formés, innovants et motivés, ce qui facilite la tâche des entreprises pour le développement de leurs produits et de leurs services en Suisse. La qualité de vie élevée et les conditions de travail attrayantes font de la Suisse un pays très prisé, notamment des spécialistes et de la main-d'œuvre bien formée.

Les mesures d'accompagnement de la libre circulation des personnes ne font pas obstacle au recrutement au sein de l'UE et ne représentent pas non plus une restriction de la libéralisation de la circulation transfrontalière des services, elles empêchent au contraire les paiements répétés et abusifs de salaires inférieurs à la règle dans certains secteurs d'activité.



Véritable partenariat social

Le partenariat social fructueux existant entre travailleurs et employeurs est un facteur de réussite essentiel pour l'économie suisse. Il contribue à l'existence de relations productives entre ces deux parties et permet de prendre en compte les intérêts de chacune d'elles grâce à l'instrument qu'est la convention collective de travail. Une telle convention étant en règle générale conclue pour une branche, les exigences et les besoins spécifiques de celle-ci sont beaucoup mieux respectés qu'en cas de réglementation rigide au niveau national.

Perspectives

La plupart du temps, les conflits trouvent une issue négociée ; la paix du travail est une notion solidement implantée en Suisse. C'est la raison pour laquelle notre pays connaît très peu de journées de grève en comparaison internationale, ce qui limite grandement la perte de temps de travail. Cette stabilité des relations entre travailleurs et employeurs favorise la productivité des entreprises et renforce la fiabilité des fournisseurs suisses, tant sous l'angle des délais que de la qualité. Elle confère aux entreprises établies en Suisse un avantage certain sur de nombreux marchés d'exportation.

Classement WEF: coopération entre employeurs et employés

Entente entre employeurs et employés.

1 = confrontation, 7 = coopération

(moyenne pondérée 2012–2013)

1	Suisse	6,0							
2	Singapour	6,0							
3	Danemark	5,8							
4	Norvège	5,8							
5	Pays-Bas	5,7							
6	Suède	5,7							
7	Qatar	5,6							
8	Hong Kong	5,6							
9	Japon	5,6							
10	Autriche	5,5							
18	Allemagne	5,2							
26	Grande-Bretagne	5,0							
42	Etats-Unis	4,7							
60	Chine	4,4							
61	Inde	4,4							
87	Brésil	4,1							
112	Russie	3,9							
135	France	3,4							
136	Italie	3,4							
148	Afrique du Sud	2,6							

Source: Global Competitiveness Report 2013–2014, Forum économique mondial



Main-d'œuvre d'excellente qualité

Grâce à son système de formation duale, la Suisse dispose à tous les niveaux d'une main d'œuvre bien formée, plurilingue et motivée. La combinaison de la formation en entreprise et en école renforce la participation des jeunes à la formation et à la vie active et permet d'acquérir une qualification supérieure dans tous les domaines, grâce aux nombreuses possibilités de formation formelle et continue.

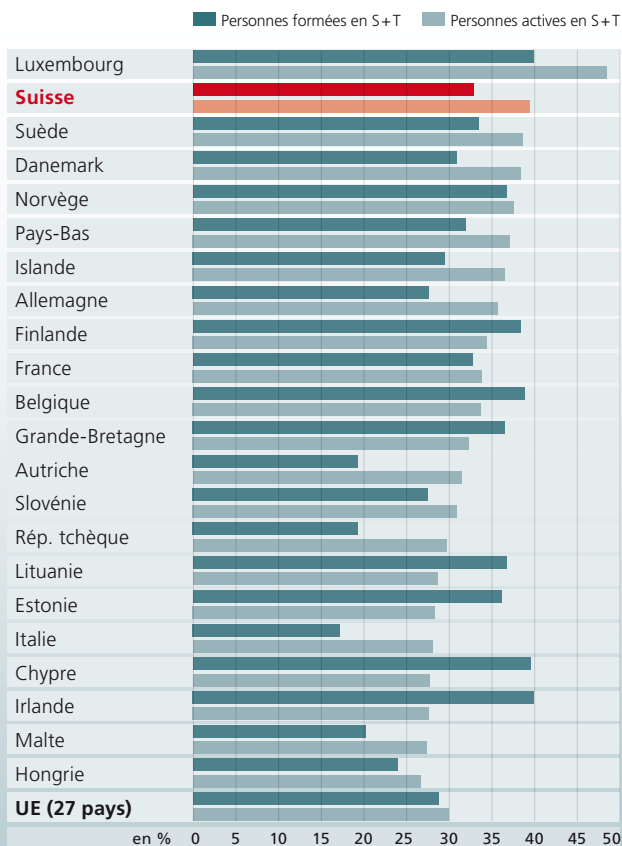
Les entreprises ont ainsi facilement accès à une main-d'œuvre issue de tous les degrés de qualification, du travailleur spécialisé fiable au chercheur ou développeur de renommée internationale. Au cours des dernières années, la Suisse a pu combler le besoin de main-d'œuvre dans les domaines MINT (mathématiques, informatique, sciences naturelles et technique) en faisant appel à des travailleurs étrangers pour compléter le personnel indigène. L'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE prend ici toute son importance.

Perspectives

En comparaison internationale, la Suisse utilise déjà très bien le potentiel de travail dont elle dispose à l'intérieur de ses frontières. Mais le rythme de croissance de la population en âge de travailler se ralentira à terme, et un recul à partir de 2020 est de plus en plus probable. L'initiative lancée par le DEFR vise à couvrir, à l'avenir, la demande de main-d'œuvre en faisant davantage appel à des personnes résidant en Suisse. Il s'agit d'accroître les niveaux de qualification, de rendre plus compatibles vie professionnelle et vie familiale et de renforcer l'exercice d'une activité professionnelle jusqu'à la retraite et au-delà. Il appartient au secteur privé, à la société civile et aux pouvoirs publics de conjuguer leurs efforts pour accroître le potentiel de main-d'œuvre qualifiée.

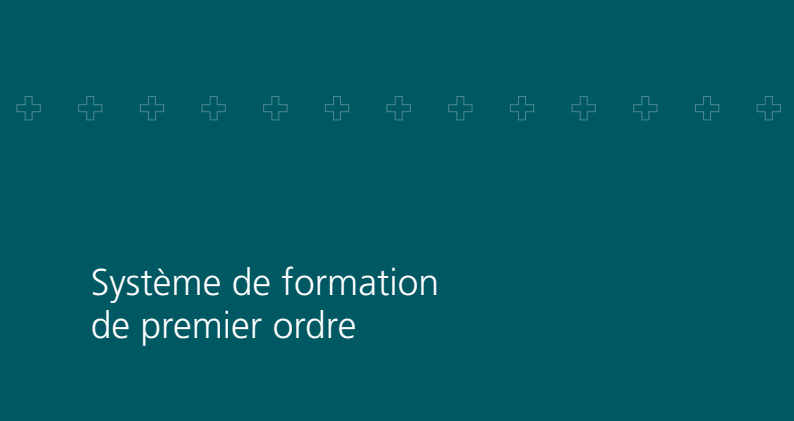
Ressources humaines en science et technologie (S+T), en comparaison internationale

En % de la population active (15–74 ans)



Source: EUROSTAT, base de données des ressources humaines en science et technologie, 2011





Système de formation de premier ordre

Le système suisse de formation professionnelle et son lien étroit avec le marché du travail sont considérés comme un modèle de réussite au niveau international. La formation professionnelle duale permet aux jeunes d'accéder au monde du travail et assure la relève en main-d'œuvre et en cadres qualifiés. Or cette relève constitue un important vecteur d'innovation.

La formation professionnelle supérieure (examens professionnels fédéraux et écoles supérieures) allie des compétences pratiques solides à des connaissances théoriques approfondies et prépare à l'exercice de fonctions de cadres intermédiaires et de spécialistes. Les hautes écoles spécialisées (HES) proposent une formation de niveau haute école proche de la pratique et offrent la possibilité aux professionnels qualifiés de poursuivre leurs études dans des établissements spécialisés. Elles contribuent dans une large mesure à l'encouragement de l'innovation en Suisse et au transfert de savoir entre le monde de la recherche et l'économie.

Des universités et des hautes écoles de renommée internationale forment des étudiants de haut niveau et mènent des activités de recherche de premier ordre. De par les innovations qu'elles génèrent et les professionnels hautement qualifiés qu'elles forment, ces écoles confèrent, directement ou indirectement, un avantage concurrentiel à l'économie suisse.

Perspectives

La Confédération compte investir quelque 26 milliards de francs pour la formation et la recherche et l'innovation durant les années 2013 à 2016, soit une augmentation annuelle de 3,7 %. Cela signifie que la formation professionnelle et l'enseignement supérieur disposeront de davantage de moyens.



Environnement propice à l'innovation

Le transfert de savoir des HES et des universités aux entreprises fonctionne très bien en Suisse. Cette efficacité est due, entre autres, à la présence d'un grand nombre d'instituts de recherche de renommée mondiale et à leur proximité d'entreprises issues de branches très diverses actives dans le domaine de la recherche.

De plus, différents clusters facilitent l'innovation nécessaire et la productivité de l'industrie suisse. Notre pays a ainsi vu la formation de réseaux de producteurs, de fournisseurs, d'établissements de recherche et de prestataires de services le long d'une chaîne de création de valeur où les acteurs bénéficient d'une certaine proximité régionale les uns par rapport aux autres.

Les clusters les plus connus et les plus actifs en Suisse se sont développés dans les branches suivantes: technologies médicales, biotechnologies, sciences de la vie, industrie horlogère, finances et technologies propres (cleantech). Ils bénéficient également du soutien de prestataires étrangers à leurs branches, un usage largement répandu en Suisse. Ils déchargent les entreprises de tâches spécialisées, en proposant par exemple des services de logistique et de transport ou en mettant à disposition des juristes-conseils en brevets, des conseillers fiscaux ou des agents fiduciaires.



Environnement propice à l'innovation

La transformation de nouvelles idées en offres commercialisables est particulièrement difficile pour les PME. L'argent, le temps et le personnel adéquat font le plus souvent défaut pour rendre possible des travaux de recherche poussés.

C'est pourquoi la Confédération soutient l'activité d'innovation des PME par le biais de différents programmes coordonnés par la Commission pour la technologie et l'innovation (CTI), qui encourage la collaboration entre les PME et la recherche des hautes écoles depuis plus de 60 ans.



La Confédération encourage l'innovation au sein des PME par les programmes suivants :

CTI Entrepreneurship

Le programme de formation modulaire venturelab proposé par CTI Entrepreneurship soutient les diplômés des hautes écoles et les professionnels lors du processus de création d'entreprise.

CTI Start-up

Les 45 coaches de CTI Start-up accompagnent les jeunes entrepreneurs innovants et orientés vers les technologies dans leurs premiers pas sur le marché. Les start-up particulièrement prometteuses obtiennent le label CTI Start-up, une distinction qui facilite le contact avec les investisseurs.

Encouragement de projets R&D par la CTI

La CTI soutient des projets de recherche et développement (R&D) menés conjointement par des entreprises et des hautes écoles. Le but étant de développer des produits et des modèles commerciaux concurrentiels et axés sur la pratique. L'encouragement de projets suit le principe bottom-up. Cela signifie qu'il n'existe pas de domaines d'encouragement prioritaires spécifiques à un thème. Seule la qualité des projets déposés est déterminante pour la décision d'encouragement.

CTI Invest

CTI Invest, organisation autonome de droit privé, facilite, pour les jeunes entreprises, le contact avec des business angels et l'accès au capital-risque (venture capital) en Suisse comme à l'étranger.

www.kti.admin.ch



GLDU D41560 4
US 4310
GOLD
MAX GROSS TARE 30 200 KG
MAX CARGO OR CAP 27 200 KG

YMLU 828195 2
4561
CAUTION
95
HIGH

Hapag-Lloyd
HLGU 429160
4261

Hapag-Lloyd
HLGU 667627 0
4301

MSC
MICO 560804
4261
M. G. W. TARE
NET OR CAP

CMA CGM
ECMU 463045 3
4261
MAX GROSS TARE 30 200 KG
NET OR CAP 27 200 KG

Hafen Kleinhüningen Basel (PHOTOPRESS/Martin Ruetschi)



Accès aux marchés internationaux

La Suisse bénéficie d'un accès complet et non discriminatoire aux marchés des pays partenaires de l'AELE et des Etats membres de l'UE. Ces accords bilatéraux particulièrement étendus font leurs preuves depuis de nombreuses années et couvrent quantité de secteurs et d'intérêts différents. L'objectif de la politique de libre-échange de la Suisse est l'amélioration des conditions générales encadrant les relations commerciales avec les partenaires importants du point de vue économique. Il s'agit d'offrir aux acteurs économiques suisses, par rapport à leurs principaux concurrents, un accès aux marchés étrangers qui soit le plus stable possible tout en comportant un minimum d'obstacles et de discriminations.

Perspectives

Dans le cadre de la politique de stabilisation et de croissance du Conseil fédéral, une importance accrue est accordée à l'extension du réseau d'accords de libre-échange bilatéraux ou à travers l'AELE avec les pays émergents, notamment en Asie, cela afin de poursuivre l'ouverture des marchés à l'exportation.

Accès aux marchés internationaux

Etat des accords de libre-échange de la Suisse.

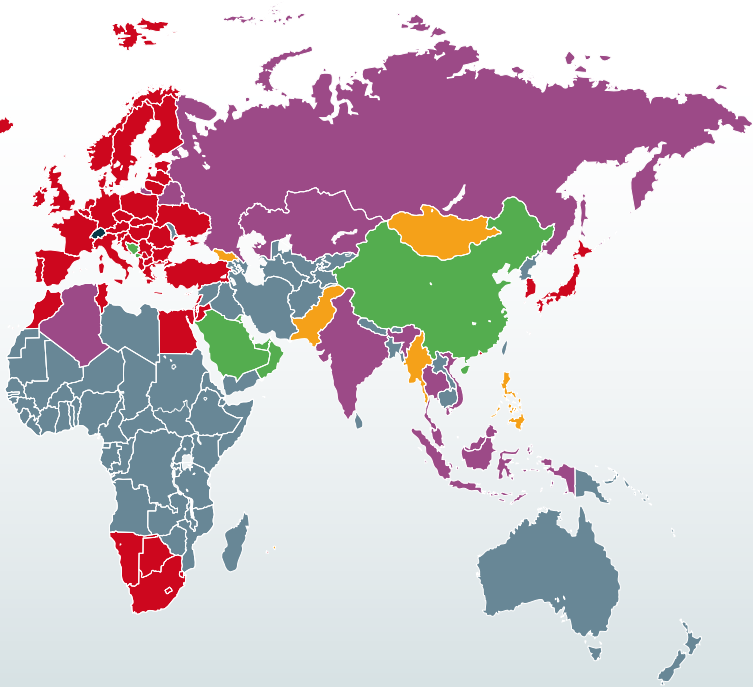


En vigueur

AELE (Norvège, Islande, Liechtenstein), UE, Iles Féroé, Turquie, Ukraine, Israël, Maroc, Territoires palestiniens, Mexique, Macédoine, Jordanie, Singapour, Chili, Tunisie, Corée du Sud, Egypte, Liban, SACU (Afrique du Sud, Namibie, Lesotho, Swaziland et Botswana), Canada, Albanie, Serbie, Monténégro, Colombie, Pérou, Japon, Hong Kong

Signé

Conseil de Coopération du Golfe arabe (Bahreïn, Qatar, Koweït, Oman, Arabie saoudite, EAU), Bosnie-Herzégovine, Etats d'Amérique centrale (Panama et Costa Rica), Chine



En cours de négociations
Algérie, Inde, Indonésie, Thaïlande, Union douanière Russie-Bélarus-Kazakhstan, Vietnam, Malaisie

Planifié
MERCOSUR (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay), Mongolie, Ile Maurice, Géorgie, Pakistan, Myanmar, Philippines



Promotion des exportations : Switzerland Global Enterprise et ASRE

La Confédération soutient les entreprises exportatrices en proposant un large éventail de services de conseil et d'aide à l'exportation par le biais d'institutions spécialisées qui, grâce à leur longue expérience et à leur expertise, sont en mesure d'apporter des solutions sur mesure.



Switzerland Global Enterprise (ex Osec) apporte son soutien aux entreprises suisses pour le compte du DEFR/SECO dans le cadre de la mise en place et de l'extension de leurs relations commerciales avec l'étranger. En tant que centre d'excellence pour l'internationalisation, Switzerland Global Enterprise encourage les exportations des entreprises suisses ainsi que les implantations en Suisse d'entreprises étrangères. Grâce à son réseau mondial de conseillers et d'experts, Switzerland Global Enterprise aide les entreprises suisses à identifier leurs nouveaux potentiels à l'international, à les mettre à profit et à renforcer la Suisse en tant que site d'implantation. Switzerland Global Enterprise entretient actuellement 21 représentations à l'étranger, dirigées comme des «Swiss Business Hubs». Ces délégations locales sont généralement installées dans une ambassade ou un consulat général de Suisse. Elles entretiennent toutes un réseau étendu de relations dans le pays d'accueil et proposent un soutien sur place fourni par des personnes compétentes.

www.switzerland-ge.com

L'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (ASRE) est un établissement de droit public de la Confédération. Les objectifs de l'ASRE sont la préservation et la création d'emplois ainsi que la promotion de la Suisse en tant que site d'implantation. Elle assure les exportations des entreprises suisses contre les risques économiques et politiques. Les assurances et garanties de l'ASRE offrent une protection contre les défauts de paiement, facilitent le financement des transactions à l'export et contribuent à préserver les liquidités des entreprises exportatrices. Depuis 2009, l'ASRE propose également une assurance du crédit de fabrication, des garanties des cautions et des garanties de refinancement.

www.serv-ch.com



Législation favorable à l'économie

En Suisse, les lois et les réglementations sont en général libérales et favorables à l'économie. Il en résulte que, en comparaison internationale, les charges grevant les entreprises sont relativement faibles, les prescriptions réglementaires peu interventionnistes et le travail administratif supplémentaire limité.

A tous les niveaux, les institutions étatiques sont proches des citoyens et appliquent des procédures efficaces. Les services administratifs sont accessibles aux entreprises et le contact avec les autorités est simple et non bureaucratique.


En outre, les lois et les réglementations suisses présentent une grande stabilité de par le temps requis par le processus politique. La législation ne change pas continuellement et les milieux concernés sont toujours impliqués dans les négociations. De plus, les modifications sont toujours soumises au processus démocratique (direct) et la justice veille à l'application des lois sur la base de procédures claires.

Effacité de l'administration

Degré d'encouragement de la compétitivité par le monde politique et l'administration
Indice de 0 à 100

1	EAU	82,75
2	Hong Kong	79,42
3	Singapour	73,75
4	Suisse	71,64
5	Qatar	70,84
6	Norvège	69,04
7	Suède	65,57
8	Taiwan	64,36
9	Canada	63,82
10	Nouvelle-Zélande	61,51
19	Allemagne	51,83
24	Grande-Bretagne	50,52
25	Etats-Unis	50,40
32	Afrique du Sud	43,71
37	Autriche	40,43
41	Chine	37,13
43	Russie	33,69
44	France	33,62
45	Japon	33,61
46	Inde	33,17
55	Italie	25,10
58	Brésil	19,75

Source : IMD World Competitiveness Yearbook, 2013



Politique PME : allègements administratifs

Les tracas administratifs pèsent particulièrement sur les PME. La Confédération a mis en œuvre différentes mesures afin d'éviter les charges administratives superflues et de les maintenir au niveau le plus bas possible.

Analyse d'impact de la réglementation

Chaque office fédéral qui prépare un nouveau projet de loi ou d'ordonnance en analyse les conséquences économiques. Quelle charge le projet implique-t-il pour les entreprises ?

Quels sont les coûts engendrés par les nouvelles prescriptions ? Celles-ci réduisent-elles la marge de manœuvre des entreprises ? Ces analyses viennent en aide au Conseil fédéral et au Parlement au moment d'accepter ou de rejeter les dispositions proposées.

Forum PME

Le Forum PME est une commission d'experts extra parlementaire qui défend les intérêts des PME. Il propose aux offices fédéraux des simplifications lorsque des projets de réglementations sont susceptibles de représenter une charge démesurée pour les PME.

Le Forum PME est composé d'au moins sept entrepreneurs issus de différentes branches, d'un membre de la Conférence des chefs des départements cantonaux de l'économie publique et d'un représentant des incubateurs et pépinières d'entreprises.



Mesure de la charge administrative

La mesure de la charge administrative sert à quantifier l'impact des prescriptions étatiques sur les entreprises. Il s'agit d'une véritable plus-value par rapport à une approche purement qualitative, qui permet certes de dire si les entreprises sont touchées ou non par ces dispositions, mais qui ne dit pas dans quelle mesure. Les résultats sensibilisent les autorités à la problématique de la charge administrative des entreprises et permettent de trouver des solutions pour abaisser les coûts de la réglementation.

Portail PME

Dans l'administration publique, les documents papier d'hier ont fait place au traitement électronique des dossiers, la cyberadministration. En développant l'offre en ligne, la Confédération répond à la mondialisation. La constitution de réseaux internationaux a radicalement changé la donne pour les PME. A l'heure actuelle, la mise en place de bonnes conditions cadre par l'Etat est indispensable à la compétitivité internationale et les solutions comme la cyberadministration ne cesseront de gagner en importance.

Le site internet du Portail PME fournit des informations très utiles aux petites et moyennes entreprises, allant de la création d'entreprise à la planification de la succession en passant par la gestion des affaires. L'objectif du portail est d'apporter aux PME des réponses qui leur permettront d'agir rapidement.

www.kmu.admin.ch



Marché des capitaux efficient

La Suisse est fière de son système bancaire solide, qui apporte des avantages de taille également à l'industrie productive. Les entreprises ont un accès aisé au financement et même les PME obtiennent normalement les crédits nécessaires à un coût raisonnable. La place financière suisse garantit un marché des capitaux liquide, qui propose de nombreux produits et services. L'offre en matière d'assurances est également très étendue en comparaison internationale.

En outre, il existe en Suisse un grand éventail de bailleurs de fonds alternatifs, comme les fonds de capital-risque (venture funds) ou les business angels. Différentes offres de conseil destinées aux créateurs d'entreprises (comme les incubateurs, les pépinières d'entreprises ou les parcs technologiques) viennent en aide principalement aux start-up pour réaliser des idées commerciales innovantes.

Perspectives

La Suisse fait partie des pays qui sont en train d'adapter rapidement, avec détermination et de manière globale leur réglementation du secteur financier. Les règles régissant les fonds propres, les liquidités et les plans d'urgence sont progressivement rendues plus sévères. Ces mesures permettent d'assurer la stabilité et la fiabilité de la place financière, afin que même en période de crise, les principales fonctions du système bancaire puissent rester au service de l'économie réelle et de la population.





Cautionnement des arts et métiers

Les entrepreneurs se voient généralement dans l'obligation de recourir à des crédits, aussi bien lors de la création que du développement d'une PME. Un cautionnement peut leur faciliter ces démarches. Grâce au système des coopératives de cautionnement soutenues par la Confédération, les PME des arts et métiers peuvent bénéficier plus facilement de crédits bancaires.

En Suisse, on compte trois coopératives régionales, auxquelles s'ajoute la Coopérative de cautionnement des femmes suisses (SAFFA), active sur l'ensemble du territoire helvétique. Les cautionnements peuvent couvrir des sommes allant jusqu'à 500 000 francs. La Confédération assume les risques de pertes des coopératives à hauteur de 65 % et prend en charge une partie de leurs frais administratifs. Ces contributions permettent aux coopératives de réduire les frais d'examen et de surveillance facturés aux PME ainsi que les primes de risque. Cela contribue à rendre le système plus attractif pour les PME.

www.cautionnements-pme.ch



Fiscalité modérée

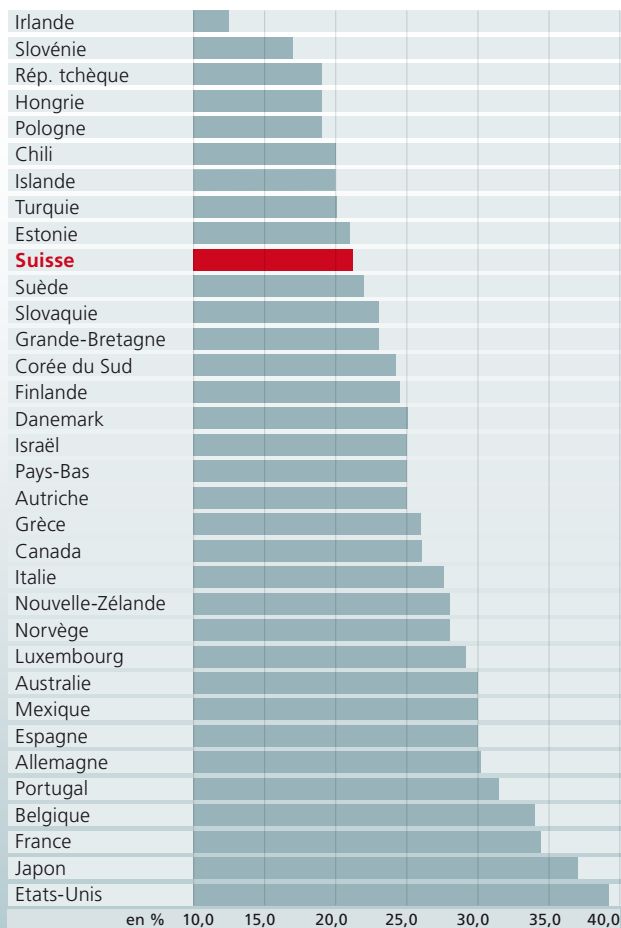
Le système fiscal de la Suisse est très attrayant. En comparaison avec d'autres pays industrialisés hautement développés, l'imposition globale est modérée. Grâce au mécanisme du frein à l'endettement, qui exige un équilibre des comptes à moyen terme, le budget de l'Etat est équilibré et la quote-part d'endettement (tous les niveaux politiques) est beaucoup moins élevée que dans d'autres pays occidentaux. Cette situation devrait permettre à la Suisse de rester attrayante sur le plan fiscal.

La solidité de l'économie nationale est un des facteurs principaux qui ont permis à la Suisse de résister remarquablement bien à la crise mondiale et, en dépit des problèmes, de maintenir une bonne position avec une monnaie forte. Le taux d'inflation et les taux d'intérêt, qui se situent à un niveau bas en comparaison internationale et sur le long terme, sont également un signe de stabilité économique.

L'imposition comparativement modérée en Suisse n'empêche pas les ménages privés et les entreprises de bénéficier de prestations étatiques particulièrement généreuses. L'infrastructure est très bien développée et la sécurité sociale (p.ex. la prévoyance vieillesse ou l'assurance-chômage) se distingue par sa grande qualité. Pour les contribuables en Suisse, le rapport qualité-prix est exemplaire.

Taux d'imposition des entreprises

Charge fiscale en % du bénéfice



Source: OCDE, 2013



Infrastructures bien développées

Les entreprises et les particuliers en Suisse bénéficient d'infrastructures de premier ordre. La mobilité, la sécurité et le confort sont garantis, car tous les besoins sont couverts par des réseaux ferroviaire et routier denses, de bonnes liaisons aériennes, un approvisionnement en énergie bien ramifié et des biens-fonds disponibles pour toutes les activités commerciales.

La situation géographique centrale, au cœur de l'Europe, constitue également un avantage de taille pour le marché et la place économique suisses. Les trois plus gros marchés européens sont rapidement et directement atteignables depuis notre pays, qui bénéficie ainsi en même temps d'une proximité culturelle.

Les connexions aériennes suisses sont bien intégrées dans le réseau international et les aéroports sont rapidement accessibles depuis toutes les régions du pays. Il s'agit là encore d'un atout qui permet de faciliter la gestion de filiales et d'offres de prestations de services en dehors de la Suisse.

Perspectives

La Suisse est également un modèle au niveau international en ce qui concerne les technologies de l'information et de la communication. Elle ne cesse de développer son réseau de télécommunication en fibre optique, tout en faisant appel aux produits et aux technologies les plus récents.

Classement WEF: qualité des infrastructures

1 = fortement insuffisante, 7 = qualité maximale par rapport aux normes internationales (moyenne pondérée 2012–2013)

1	Suisse	6,6								
2	Hong Kong	6,5								
3	Finlande	6,5								
4	EAU	6,4								
5	Singapour	6,4								
6	France	6,3								
7	Islande	6,3								
8	Autriche	6,2								
9	Pays-Bas	6,2								
10	Allemagne	6,2								
14	Japon	6,0								
19	Etats-Unis	5,7								
28	Grande-Bretagne	5,4								
53	Italie	4,8								
63	Afrique du Sud	4,5								
74	Chine	4,3								
85	Inde	3,9								
93	Russie	3,8								
114	Brésil	3,4								

Source : Global Competitiveness Report 2013–2014, Forum économique mondial



Etat de droit exemplaire

En Suisse, la sécurité du droit est un facteur essentiel pour la place économique, surtout par rapport aux sites de production en pleine expansion d'Europe de l'Est ou d'Asie. La défense de la propriété intellectuelle constitue un exemple marquant. Les règles suisses protègent remarquablement bien les innovations et les inventions, contribuant ainsi à la bonne réputation et au dynamisme du pôle de recherche helvétique. La corruption, si néfaste au développement économique et à l'ordre économique libéral, est également très peu répandue en Suisse en comparaison internationale.

L'existence d'un cadre politique fiable et d'une justice forte et indépendante fait aussi partie intégrante d'un Etat de droit efficace. En Suisse, ces deux éléments ont une tradition solidement ancrée.

Les acteurs privés bénéficient dans notre pays d'une grande flexibilité quant à l'organisation de leurs relations de travail et de leurs rapports contractuels, ce que reflètent également la souplesse du marché du travail et le partenariat social vivant. Les entreprises sont extrêmement libres dans la définition de leurs rapports avec les fournisseurs et les clients; les règles contraignantes susceptibles de restreindre leur liberté d'action sont peu nombreuses.

Conclusion

La place économique suisse aux avant-postes

Tableau de bord européen de l'innovation 2013
(classement européen)

Global Competitiveness Report 2013–2014
(Forum économique mondial)

IMD World Competitiveness Yearbook 2013

Pour l'UE: l'économie nationale la plus innovante
des années 2009 à 2012

Pour le Forum économique mondial:
l'économie nationale la plus compétitive
des années 2009 à 2013

Pour l'IMD: 2^e rang mondial et 1^{er} rang européen
dans le World Competitiveness Yearbook

Grâce à ses atouts et ses vertus traditionnels, la Suisse demeure un lieu d'implantation extrêmement attrayant pour les entreprises, même pour les entreprises de production industrielle. Le Conseil fédéral met tout en œuvre pour maintenir cette position et pour permettre à notre pays de valoriser plus encore ses atouts dans la concurrence internationale. Malgré les défis lancés à l'heure actuelle par l'économie mondiale, la Suisse est un modèle de succès, ce qui nous permet d'envisager l'avenir avec confiance.

1^{er} rang 2^e rang 3^e rang 4^e rang 5^e rang



Singapour



Hong Kong

Singapour

Dans le cadre de sa politique de croissance, le Conseil fédéral accordera, à court et à moyen terme, une attention toute particulière aux principaux facteurs de concurrence décrits dans la présente brochure. Il s'occupera par exemple de poursuivre la modernisation des infrastructures, tout en veillant à la bonne santé des finances publiques. Il protégera le contexte favorable à l'économie, notamment le marché du travail dynamique et le système de formation porteur d'avenir. Il procédera, dans le cadre de la troisième réforme de l'imposition des entreprises, à une refonte de la fiscalité qui préserve l'attrait fiscal de la Suisse et il mettra en place des conditions générales favorisant la recherche et le développement, cela afin que la Suisse continue à obtenir les notes maximales en tant que site d'implantation.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR**

Editeurs

**Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR**

www.defr.admin.ch

Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

www.seco.admin.ch

Autres adresses

Services cantonaux de promotion économique

Portail PME

www.kmu.admin.ch

Commission pour la technologie et l'innovation (CTI)

www.kti.admin.ch

Switzerland Global Enterprise (promotion des exportations)

www.switzerland-ge.com

Assurance suisse contre les risques à l'exportation (ASRE)

www.serv-ch.com

Administration fédérale des douanes (AFD)

www.ezv.admin.ch

Union suisse des arts et métiers

www.sgy-usam.ch

Economiesuisse

www.economiesuisse.ch